



FONDS DE
SOLIDARITE
POUR LE LIBAN



De Cités Unies France avec le soutien des collectivités territoriales françaises donatrices et de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

COMPTE- RENDU DE MISSION
20-24 SEPTEMBRE 2021



Dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Liban. Cités Unies France a mené une mission technique au Liban, du 20 au 24 septembre, pilotée par Valérie DUMONTET, vice-présidente du département de l'Aude et présidente du comité des donateurs du fonds de solidarité.

Programme de la mission

Lundi 20 septembre

- 07:00 Départ de Beyrouth vers la fédération des municipalités de Baalbek Est (Valérie Dumontet et Cynthia Azzam, chargée de la mise en œuvre du fonds de solidarité)
- 9:00 – 13:00 Réunion avec M. Ali Chokr, Président de la fédération des municipalités de Baalbek Est pour faire le point sur les propositions et l'avancée du programme concernant l'axe dédié à l'éducation et l'enseignement.
- Echange avec les représentants de la fédération des municipalités de Baalbek Est et l'unité de concertation formée dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban.
 - Visite de terrain (bibliothèque, domaine agricole...) et échanges sur le contexte actuel, les enjeux et les besoins plus globaux de la fédération des municipalités de Baalbek Est.

(Arrivée à Beyrouth de Simoné GIOVETTI).

- 16:00 – 17:00 Rencontre avec le Maire de Beyrouth et Président du comité des Maires avec Valérie Dumontet, Simoné Giovetti, Cynthia Azzam, Béchir Odeimi, Mayssa Tannir.
- Echange sur la situation de la ville, le point d'avancement de la reconstruction, les problématiques à aborder. Présentation du fonds et des axes sur le quartier de Karantina (le quartier le plus touché par l'explosion). Echanges sur d'autres pistes.
- 17:30 – 18:30 Rencontre à l'ambassade avec Marie Buscaïl, COCAC avec Valérie Dumontet et Simoné Giovetti.

Mardi 21 septembre

- 08:30 Départ de Beyrouth vers la municipalité d'El Qrayeh, proche de Saida (Valérie Dumontet, Simoné Giovetti, Cynthia Azzam, Pierre Filfili, expert pour le compte du fonds + interprètes).
- 10:00 – 12:00 Réunion à la municipalité d'El Qrayeh avec M. Maroun ANTOUN Maire d'El Qrayeh, des membres de la municipalité et de l'unité de concertation, pour faire le point sur les propositions et l'avancée du programme concernant l'axe dédié à l'éducation et l'enseignement.
- Echanges avec l'expert M. Pierre Filfili qui accompagne le travail des unités de concertation et le renforcement de capacité des municipalités à concevoir un projet et à le mettre en œuvre.

- Visite rapide de terrain, échanges sur le contexte actuel, les enjeux et les besoins de la municipalité d'El Qrayeh et plus particulièrement sur l'axe dédié à l'éducation et l'enseignement.
- 13:30 Départ d'El Qrayeh vers Achkout.
- 15:00 – 17:00 Réunion à la municipalité d'Achkout
- Réunion avec M. Alexandre RIZK, Maire d'Achkout, des représentants de la municipalité et de l'unité de concertation pour échanger sur leur proposition de programme concernant l'axe dédié à l'éducation et l'enseignement.
 - Échanges sur le contexte actuel, les enjeux et les besoins de la municipalité d'Achkout.
- 18h30 – 19h30 Temps d'échanges et de concertation avec Cités Unies Liban/BTVL sur un premier retour suite aux rencontres des municipalités, la mise en œuvre du programme, la suite du programme...

Mercredi 22 septembre

- 08 :30 Départ de Beyrouth vers la municipalité de Bourj Hammoud (Valérie Dumontet, Simoné Giovetti, Cynthia Azzam, Pierre Filfili, expert pour le compte du fonds + Béchir Odeimi + interprètes).
- 09:00 – 10:30 Réunion à la municipalité de Bourj Hammoud.
- Réunion avec M. Mardic Boghossian, Maire de Bourj Hammoud, M. George Krikorian, Adjoint au maire et Mme Gariné Balian, agent de développement local (en charge du suivi de la mise en œuvre du projet) et des représentants de la municipalité.
 - Echanges sur les propositions d'actions suite à la présentation de l'experte Mme Hyam Kahi de l'étude en cours (besoins identifiés, familles sélectionnées, types et modalités d'appui à mettre en œuvre).
- 11:00 – 12:30 Réunion avec le Beirut Urban Lab à l'AUB :
- Présentation du programme du BUL sur le quartier de Karantina par Mme Howayda Al-Harithy (prof AUB et chercheuse au BUL), DC4 (ONG de jeunes architectes et urbanistes) et Karim Najjar (BUL)
 - Echanges et concertation sur la proposition, validation des suites à donner, programmation d'un webinaire autour de la thématique et de l'expérience de BUL sur Karentina.
- 13:30 – 15:30 Visite du quartier de Karentina et du site du projet de centre intercommunautaire ; Rencontre avec le comité de quartier.
- 16h – 16:30 Temps d'échange avec le DG au Ministère de l'Intérieur et des Municipalités.
- 17:00 – 18:00 Réunion d'échanges et de concertation avec l'Ambassade de France (Chancellerie, service de Coopération et d'Action Culturelle, service économique) ; échanges sur le p
- 18:30 – 19:30 Réunion récapitulative avec Cités Unis Liban/BTVL ; bilan-perspectives.

QUELQUES LIGNES DE FORCE QUI RESSORTENT DE CETTE MISSION

Constat du contexte de crise sociale, économique, politique global aggravé par l'explosion du 4 aout.

Se rendre sur place a permis de comprendre et de prendre la mesure de la situation, d'échanger en direct avec les acteurs concernés, d'évaluer la pertinence (ou pas) des axes du fonds, d'adapter les mesures proposées. Notre ressenti :

- Conviction renforcée du rôle majeur que peuvent (doivent) jouer les municipalités dans le redressement du Liban.
- Mais constat de leur désarroi, leur besoin d'accompagnement, de structuration des services, de renforcement en moyens matériels (exemple équipement numérique) et en ressources humaines.

Très bon accueil d'un fonds dédié aux municipalités

- Il est revenu de façon récurrente le constat que dans le contexte de crise, les bailleurs soutiennent des ONG qui agissent le plus souvent indépendamment des municipalités qui ne maîtrisent alors rien.
- Grande satisfaction particulièrement des Maires de Beyrouth et Bourj Hammoud de la façon dont l'utilisation du fonds était menée, assortie de formation-action, de renforcement de capacités des élus et des techniciens.

Efficience de consacrer une partie du fonds à des accompagnements d'experts pour renforcer les capacités des municipalités.

- Tous les témoignages et les échanges ont démontré effectivement une qualité de programme pour les municipalités qui se sont vraiment engagées dans l'esprit du fonds, la formation-action, l'accompagnement des experts.
- Ressenti qu'au-delà du fonds lui-même, des bases solides sont posées pour assurer la pérennité du travail municipal.

Pertinence d'agir sur les conséquences directes de l'explosion et les quartiers touchés et sur des problématiques de fonds, conséquences de la crise sociale et économique, comme l'éducation et l'emploi des jeunes.

- Validation de la pertinence des axes définis dans le cadre du fonds, de leur impact et de leur effet levier.
- Perception d'axes futurs pour des actions plus pérennes de coopération décentralisées
- Perspectives d'une meilleure articulation avec des mesures du centre de crise et du SCAC
- Perspectives de propositions pour des bailleurs comme l'AFD et le centre de crise et de soutien du MAE.

Introduction

Le Liban se trouve actuellement dans une situation économique et sociale complexe, qui s'est fortement aggravée avec la crise du Covid-19. En outre, l'explosion du 4 août 2020 qui a détruit une partie de Beyrouth a eu de graves répercussions nationales et locales, et a provoqué une grave crise humanitaire se rajoutant à la fragilisation du pays. Dans ce contexte multi-crise, les collectivités ont, une nouvelle fois, été sollicitées pour répondre aux besoins sociaux.

Pour soutenir les autorités locales partenaires (touchées par l'explosion du port ou la crise multisectorielle) dans leurs actions de réhabilitation et de mise en œuvre de services publics, Cités Unies France avec le soutien des collectivités territoriales françaises donatrices et de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), ont mis en place un Fonds de Solidarité pour le Liban dont le but est de mettre en avant le rôle des gouvernements locaux dans la réponse aux crises et la mise en place de politiques résilientes de long terme.

Ce projet vise donc plusieurs objectifs, notamment :

- Répondre à l'urgence des collectivités locales et des habitants directement touchés par l'explosion du port de Beyrouth.
- Apporter des réponses structurantes aux collectivités locales libanaises dans le domaine du développement économique local et dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation et du social.
- Assurer des échanges entre villes donatrices et villes bénéficiaires sur différentes thématiques et développer des partenariats de coopération.

AXE DE TRAVAIL : éducation et soutien scolaire

Appui à l'éducation et à l'action sociale :

Pour l'action, « Appui à l'enseignement », 3 municipalités seront bénéficiaires (formation des enseignants, sensibilisation des parents, achat de matériel).

Contexte

Depuis le début de la pandémie, l'éducation de millions d'élèves à travers le monde a été perturbée. Pour respecter les mesures sanitaires adoptées par les gouvernements, les écoles ont tenté de modifier considérablement leur fonctionnement. Conséquence : l'apprentissage à distance et en ligne est devenu la seule alternative pour sauver l'année scolaire.

Le Liban aussi n'a pas été exempté : depuis la fermeture forcée des écoles pour cause de coronavirus le système scolaire a été bousculé. Les établissements scolaires privés et publics du pays ont commencé à adopter l'enseignement à distance. Toutefois, nombreux établissements ont rencontré de majeures difficultés et ont eu du mal à s'adapter aux nouvelles méthodes numériques.

Depuis fin avril 2021, le ministère de l'Éducation a approuvé la réouverture partielle des écoles : les élèves libanais ont donc repris l'enseignement en mode "hybride" (présentiel et virtuel). Par contre, cette réouverture a été rejetée par bon nombre de parents et de professeurs qui estiment que l'école publique et un nombre important d'écoles privées n'ont pas les moyens pour réussir à faire respecter les gestes barrières et, en conséquence, certains établissements pratiquent toujours l'apprentissage à distance.

Aujourd'hui les priorités des collectivités locales diffèrent : si, pour certaines, la formation des usagers des écoles (enseignants, parents et élèves) aux nouveaux outils techniques restent prioritaires pour d'autres, la priorité consiste à aider les parents à payer les frais de scolarité et la fourniture de leurs

enfants. En effet, la crise actuelle politique, économique et financière a terrassé encore plus le secteur éducatif et notamment les parents qui se retrouvent aujourd'hui à bout de souffle (à noter que cela vaut également pour les jeunes lycéens diplômés – bacheliers – qui ont des difficultés à payer les frais de l'université).

Afin d'appuyer les collectivités libanaises et les aider à répondre aux besoins locaux de leur population en matière d'enseignement, Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises a proposé d'accompagner trois municipalités au niveau technique et financier dans la mise en œuvre d'un projet social local dans le domaine de l'éducation (défini au vu des besoins propres à chaque collectivité).

Les thématiques concernées

Parmi les besoins identifiés par chaque collectivité, les thématiques au niveau de l'enseignement incluront :

- La formation des enseignants/élèves à l'utilisation des plateformes en ligne ou autres outils techniques.
- L'accompagnement des parents dans l'acquisition des compétences numériques/sensibilisation.
- L'appui technique et matériel aux populations vulnérables dans le domaine de l'éducation (ex : besoin de fourniture scolaire, frais d'inscription, écolages, etc.).
- Achat d'équipement (ordinateur, tablette, etc.).
- Cours particuliers pour certains élèves en difficulté d'apprentissage.
- Autre action éducative qui correspond à un enjeu local prioritaire.

Méthodologie de sélection des collectivités locales bénéficiaire

Trois collectivités territoriales seront bénéficiaires d'un accompagnement dans la mise en œuvre d'un projet local dans le domaine de l'éducation. Elles seront également appuyées pour l'achat d'équipements et l'appui aux agents, et l'appui en équipements d'institutions municipales.

Pour choisir objectivement les trois collectivités bénéficiaires, Cités Unies Liban/BTVL s'est basée sur un système de sélection de notation qu'elle a développé.

En premier lieu, une pré-sélection (parmi les 75 collectivités locales libanaises membres de Cités Unies Liban/BTVL) est effectuée sur la base des critères suivants :

- la situation géographique des villes : ville de la 1ère ou 2ème couronne de Beyrouth, province, ville frontalière ;
- la situation sociale locale dégradée ;
- la vulnérabilité des collectivités locales ;
- la volonté politique forte de la collectivité à appuyer l'éducation ;
- le niveau d'engagement du maire et de ses agents ;
- la participation active des collectivités avec CGLU ;
- la présence d'un agent de développement local (ADL) formé par Cités Unies Liban/BTVL ;
- les collectivités dont les agents auront bénéficié de formations en développement local assurées par Cités Unies Liban/BTVL durant les années antérieures avec l'appui de la coopération française et catalanes.

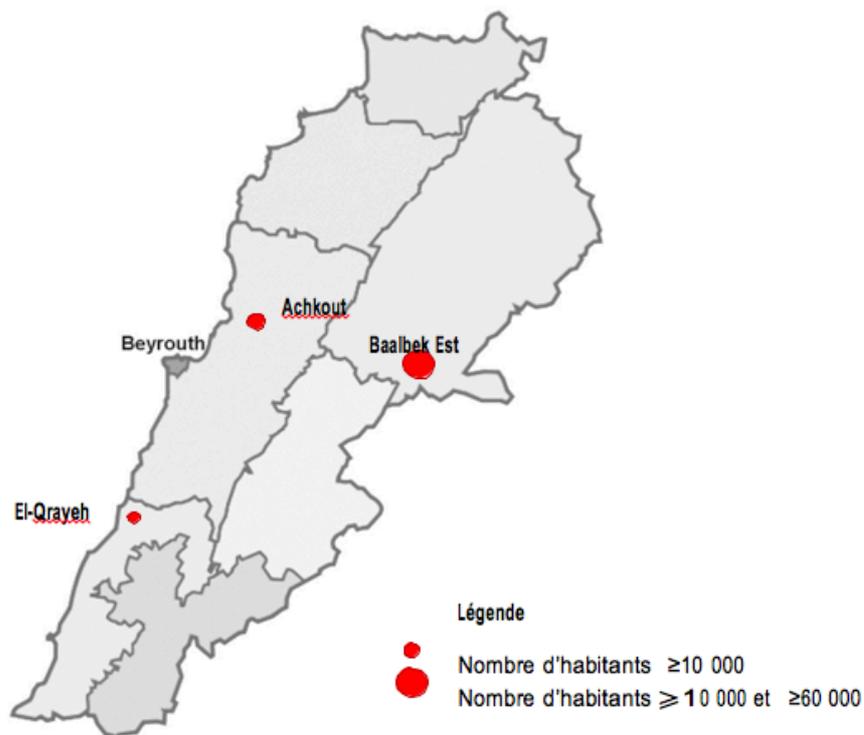
En second lieu, Cités Unies Liban/ BTVL a privilégié une sélection par élimination pour resserrer le nombre des collectivités : les collectivités bénéficiant déjà d'un ou de plusieurs projets avec Cités Unies Liban/BTVL sont pénalisées de 1 à 3 points sur la note finale (selon le nombre de projets).

Cités Unies Liban/ BTVL a également pris en considération le niveau d'engagement des élus et la régularité sur le paiement des cotisations à Cités Unies Liban/BTVL.

Collectivités territoriales sélectionnées

Pour l'« Appui à l'enseignement », trois collectivités locales seront bénéficiaires :

- Une collectivité locale dans la région du Mont-Liban : la municipalité d'Achkout ;
- Une collectivité locale dans la région de Baalbek-Hermel : la fédération de municipalités de Baalbek-EST ;
- Une collectivité locale dans la région du Liban-Sud : la municipalité d'El-Qrayeh



Carte des collectivités bénéficiaires d'un appui à l'enseignement

L'expert M. Pierre Filfili a été sélectionné pour accompagner les trois collectivités territoriales dans l'élaboration d'un plan d'action et la mise en œuvre d'un projet dans le domaine éducatif.

Chaque collectivité a donc désigné **une unité de concertation** en charge du suivi du projet dans son ensemble, constituée de :

- Un ou deux élus locaux.
- Un agent municipal qui sera chargé de la mise en œuvre du projet et qui sera l'interlocuteur direct entre la collectivité et l'équipe de Cités Unies Liban/BTVL. Cet agent peut être un Agent de développement local (ADL), un directeur de fédération, un ingénieur municipal, un chef de service, etc.

- Deux ou trois membres de la société civile (ayant de l'expertise au niveau du secteur de l'éducation).

Suite à la désignation des unités de concertation, des actions/formations ont été organisées par l'expert et Cités Unies Liban/BTVL le 27 et le 30 août 2021. Ces actions/formations ciblent les unités de concertation et ont pour but de :

- Définir le rôle précis de l'unité de concertation chargée du suivi du projet : quel est le rôle de cette unité, quelle sera la gouvernance du projet, comment chacun des membres assurera le suivi, comment s'établira la communication avec l'agent chargé de la mise en œuvre, etc.
- Identifier les besoins prioritaires des collectivités locales dans le domaine de l'éducation.

Le 16 septembre 2021, l'expert a organisé une troisième action/formation afin d'expliquer aux unités de concertation citoyenne comment élaborer et rédiger un plan d'action qui répond aux besoins identifiés préalablement.

L'expert accompagnera également les trois collectivités dans la mise en œuvre des projets selon les dispositions du plan d'action élaboré.

La municipalité d'Achkout



- Situation géographique : Caza de Kesrouan dans la Mohafazah du Mont-Liban, située à 31km au nord de Beyrouth
- Population : 10 000 habitants
- Nombre de réfugiés : 1 000

Achkout est connue pour son école publique Iskandar Rizk qui a été inaugurée en 2007. Elle accueille plus de 600 élèves libanais (horaire scolaire matinal) et 500 élèves syriens (l'après-midi) de l'école élémentaire au cycle complémentaire, et comprend un laboratoire, une bibliothèque, un théâtre et des terrains de sport. Cependant, depuis le début de la pandémie, les cours sont dispensés en ligne. Le besoin de renforcer les compétences du corps enseignant et des jeunes à l'apprentissage à distance et de sensibiliser les parents à la culture numérique se fait ressentir. Par ailleurs, les familles se retrouvent aujourd'hui dans une situation difficile et la municipalité, au vu de ses ressources financières limitées et de l'absence de soutien de la part du gouvernement centralisé, a du mal à soutenir les parents.

Suite à la visite de Cités Unies France

Lors de la rencontre avec le maire, Cités Unies France, accompagné par Cités Unies Liban/BTVL, a pu rencontrer le maire et l'unité de concertation de la commune. Nous avons remarqué une structuration moins réussie de l'unité de concertation

Des demandes légitimes d'aide ont été formulées mais le « projet d'accompagnement scolaire et éducatif » nécessite d'être amélioré et mieux structuré.

Les activités :

- La commune a indiqué en tête de ses besoins la nécessité de les aider à finaliser l'équipement des panneaux solaires pour la seule école publique du village. Les panneaux solaires permettront de fournir en énergie électrique les laboratoires informatiques de l'école, les salles de classe et assurée en partie le chauffage. La récente crise de l'essence au Liban a montré la forte dépendance du pays au pétrole et un équipement en panneaux solaires performant permettra de pallier à ce besoin ;
- Quant au projet scolaire les besoins suivants ont été exprimés :
 - Accompagnement psychologique aux élèves en « rupture scolaire »
 - Aide au rattrapage scolaire dans certaines matières pour les élèves qui pendant deux ans ont eu du mal à suivre le programme scolaire.

La municipalité fournira au BTVL d'ici fin septembre un plan d'action détaillé qui comprendra la description de l'équipement pour les panneaux solaires et surtout les activités de soutien qui seront élaborées ainsi que les modalités de mise en place.

Toujours dans le cadre de cette action, il est également prévu que la municipalité reçoit une aide directe en petits équipements. Cette liste des besoins sera présentée à Cités Unies France dans les prochaines semaines.

La fédération des municipalités de Baalbek-Est





- Situation géographique : Caza de Baalbek dans la Mohafazah de Baalbek-Hermel
- Population : 58 000 habitants
- Nombre de réfugiés : 17 000
- Constituée de : 7 villages

La crise sanitaire a exacerbé les difficultés sociales auxquelles faisait déjà face le Liban. Tout au long du territoire libanais et surtout dans les régions rurales éloignées du littoral, la pauvreté et le chômage atteignent des niveaux catastrophiques. Le secteur de l'éducation se retrouve particulièrement touché par cette situation à cause des contraintes sociales et logistiques. En effet, depuis l'adaptation de l'enseignement à distance (pour respecter les mesures sanitaires adoptées par le gouvernement), les familles défavorisées ont du mal à accompagner le développement technologique. Les jeunes ne se sont ni adaptés, ni préparés à ce nouvel environnement éducatif et progressent vers l'abandon scolaire. C'est le cas aujourd'hui dans presque toutes les familles du territoire de la fédération. Pour la collectivité, la priorité est donc de combattre le décrochage scolaire.

À noter que la fédération comporte 7 écoles publiques et 6 écoles privées.

Suite à la visite de Cités Unies France

Lors de la rencontre avec le président de la fédération, Cités Unies France, accompagné par Cités Unies Liban/BTVL, a pu rencontrer l'unité de concertation citoyenne formée dans le cadre du projet. Nous avons remarqué que l'unité est bien structurée et a fait un travail de terrain approfondi pour identifier les besoins du territoire (questionnaires distribués aux parents, aux élèves, aux enseignants et à la société civile).

Des demandes légitimes d'aide ont été formulées mais les besoins sont multiples. L'unité de concertation a donc décidé de travailler sur plusieurs axes et cibler différents bénéficiaires.

Les activités :

- La collectivité désire en premier lieu, combler les lacunes d'apprentissage des élèves qui se sont accumulées durant les deux dernières années puisque l'enseignement a été dispensé en ligne. L'unité de concertation citoyenne a en ce sens parlé de la nécessité de faire des cours de rattrapage en mathématiques, physique, chimie et sciences naturelles.
- En outre, la collectivité souhaite améliorer les connaissances et les compétences des enseignants à l'enseignement à distance et d'améliorer leurs capacités à transmettre l'information aux élèves.
- Pour combattre le décrochage scolaire, la collectivité désire également sensibiliser les parents à l'enseignement à distance.

Ce projet est important pour la fédération des municipalités de Baalbek-Est, car il traite les problèmes engendrés par l'apprentissage à distance et ciblent tous les usagers du secteur éducatifs (élèves, parents et enseignants).

La municipalité fournira au BTVL d'ici fin septembre un plan d'action détaillé qui comprendra les activités de soutien aux élèves, aux parents et aux enseignants qui seront élaborées ainsi que les modalités de mise en place.

Toujours dans le cadre de cette action, il est également prévu que la municipalité reçoit une aide directe en petits équipements. Cette liste des besoins sera présentée à Cités Unies France dans les prochaines semaines.

La municipalité de El-Qrayeh



- Situation géographique : Caza de Saïda dans la Mohafazah du Liban-Sud ; région située à 5 km de Saïda
- Population : 6 000 habitants
- Nombre de réfugiés : 1 000

La ville d'Al-Qrayeh est située dans le sud du Liban à 5 km de Saïda. Sa situation au milieu d'Eqlim Al-Tuffah, où passe l'autoroute, lui a donné un aspect commercial dont bénéficient ses habitants. Si jadis la ville a connu la guerre civile qui a forcé ses habitants à la désertir complètement, aujourd'hui elle est membre des Villes Internationales pour la paix. En effet, Al-Qrayeh est une ville d'accueil située au carrefour de plusieurs communautés (shiites, sunnites et chrétiennes). Par ailleurs, la ville a une école

publique fréquentée par les plus démunies. Au vu de la situation économique, la municipalité espère appuyer les parents et les élèves pour l'année scolaire 2021-2022.

Suite à la visite de Cités Unies France

Lors de la rencontre avec le maire, Cités Unies France, accompagné par Cités Unies Liban/BTVL, a pu rencontrer l'unité de concertation de la commune créée ad hoc dans le cadre du programme afin de se concerter sur les actions à mener et les priorités dans le domaine de l'éducation scolaire. Des représentants de la société civile (parents d'élèves, spécialistes de l'enseignement) et des agents municipaux étaient présents à la réunion et ils ont pu présenter le travail de concertation réalisé qui a abouti en un projet que le fonds de solidarité soutiendra.

La municipalité a été accompagnée, lors des « formations-actions » de travail, par un consultant : a) comprendre le fonctionnement de la municipalité et de ses services b) faire un étude des besoins et les affiner c) monter un projet d) mettre en place des outils de suivi et de capitalisation.

Les axes principaux du programme :

- Un soutien scolaire sera assuré 3 heures par jour pendant 6 mois et concerne les matières suivantes : physique, chimie, sciences de la vie, maths, et langues ;
- 83 élèves bénéficieront de ce soutien (36 filles et 47 garçons) âgés entre 10 et 14 ans (classes EB6, EB7, EB8 et EB9). Les élèves bénéficiaires sont des élèves inscrits dans les écoles privées et publiques dans le village et ses environs qui habitent à Al-Qrayeh ;
- Les cours seront dispensés par des étudiants universitaires (7 enseignants à plein-temps et 3 remplaçants en cas d'absence) qui habitent le village. Une petite contribution financière leur sera donnée ;
- La paroisse du village mettra à disposition un centre équipée pour que les cours puissent se dérouler dans des bonnes conditions et fera don de 3 tableaux blancs ;
- La municipalité fera don d'une photocopieuse et d'un appareil de projection ;
- La collectivité s'est engagée à poursuivre ce projet même au-delà des 6 mois couverts par le programme. C'est un gage de durabilité de l'activité et la preuve de l'utilité de cette action pilote initiée dans le cadre du fonds.

Ce projet montre une véritable piste d'innovation pour accompagner un renforcement dans le domaine de l'instruction des écoles. Un programme qui sera suivi, ajusté et dont l'efficacité sera évaluée (tant bien pour les élèves que pour les parents). Ce projet sera aussi interprété en utilisant la matrice des ODD et notamment l'objectif 4 et 17.

Toujours dans le cadre de cette action, il est également prévu que la municipalité reçoit une aide directe en petits équipements. Cette liste des besoins sera présentée à Cités Unies France dans les prochaines semaines.

Il a été également convenu de l'organisation d'une session de travail entre les 3 municipalités bénéficiaires afin de partager l'expérience et les bonnes pratiques dans la mise en place de ces activités dans le domaine du soutien scolaire.

AXE DE TRAVAIL : Appui aux familles dans le besoin

Soutien aux familles démunies dans la municipalité de Bourj Hammoud.



Bourj Hammoud est une ville résidentielle qui se situe dans la banlieue Nord de Beyrouth. Elle subit de plein fouet la crise économique et financière du pays notant que certains des quartiers défavorisés de la ville se situent près du Port de Beyrouth et ont été directement touchés par les explosions.

Connue pour sa mixité sociale, cette ville dense est caractérisée par une structure urbaine chaotique, avec des abris construits au hasard, des maisons exiguës et des ruelles étroites. Bourj-Hammoud, est convoitée par beaucoup de familles migrants ou fuyant d'autres quartiers, vu que les loyers sont relativement beaucoup moins élevés que dans d'autres régions. En effet, tout au long de son histoire, Bourj Hammoud a été un foyer pour les migrants arméniens, palestiniens, syriens, irakiens, etc.

La crise économique et financière qui sévit au Liban, a fait que le nombre d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté a considérablement augmenté faisant ressortir encore plus certains problèmes comme le nombre d'enfants non enregistrés à Bourj Hammoud pour des raisons de négligence, de concubinage, de mariages non enregistrés de mères non libanaises, etc.

Afin d'appuyer la municipalité de Bourj Hammoud et l'aider à répondre aux besoins locaux de sa population et à remédier à la situation sociale déplorable qui s'aggrave de plus en plus, Cités Unies Liban/BTVL, et Cités Unies France avec le soutien des collectivités françaises donatrices et de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), ont décidé de renforcer et d'accompagner la municipalité de Bourj Hammoud aux niveaux technique et financier dans la mise en œuvre d'un projet local dans le domaine social, et notamment dans la réalisation d'un état des lieux pour identifier et appuyer les familles/habitants dans le besoin.

Suite au lancement du travail de terrain, l'experte Mme Hyam KAH (sélectionnée pour la réalisation de l'état des lieux) a répertorié les études déjà réalisées et identifié les personnes-clés (informateurs-clés) qui connaissent Bourj Hammoud et qui ont travaillé auprès des familles/habitants du quartier avant, durant et suite à l'explosion du 4 août 2020. L'experte a pu collecter auprès d'eux des informations formelles et informelles sur les besoins prioritaires des familles, avant d'entreprendre des visites aux

institutions sociales et a mené des entretiens auprès des responsables et/ou des acteurs directement concernés par le suivi social des familles dans leurs lieux d'exercices. L'experte a remis à Cités Unies Liban/BTVL le dépouillement et l'analyse des entretiens réalisés ainsi qu'une proposition des critères de sélection et des types et des modalités d'appui identifiés selon les besoins recensés (alimentation, loyer, scolarisation des enfants, frais essentiels et soins médicaux).

La préparation logistique avec la municipalité pour l'octroi des aides et l'élaboration de la méthodologie de vérification de réception des aides débutera fin septembre 2021, une fois l'étude achevée et sera suivie de la mise en œuvre des aides qui se fera selon les modalités d'appui élaborées dans l'état des lieux.

Les propositions suite aux échanges

Lors de la rencontre à la municipalité de Bourj Hammoud, Cités Unies France, a pu assister à la présentation de l'étude des besoins préparé par l'experte consultante recrutée dans le cadre du programme. Quelques constats et observations ont pu être faits lors de cet entretien :

- Un nombre important d'habitats de cette commune est sous le seuil de la pauvreté. L'accès à l'alimentation de base devient une véritable problématique notamment pour certains enfants issus des familles défavorisés ;
- Faute de paiement des salaires, les employés/agents de la municipalité ne travaillent plus qu'à mi-temps ;
- L'explosion du port a provoqué des dégâts importants affectant notamment les petits commerces. La crise financière affaiblit davantage ce secteur ;
- Le programme permettra à la municipalité de soutenir 77 familles, ainsi que les personnes âgées, leur permettant d'acquérir de la nourriture chaque mois pendant 6 mois (Avec des bons d'achats utilisables dans les commerces locaux de Bourj Hammoud).
- Pour venir en aide au soutien scolaire la municipalité réfléchit à l'achat des tablettes (1 par famille avec enfant) soit à l'équipement informatique d'une salle municipale, avec connexion internet, qui serait accessible aux enfants.
- Le maire a également exprimé le besoin fort de la municipalité à créer une base de données informatiques afin de mieux accompagner les habitants de la commune.
- Concernant les modalités de distribution, l'option d'un soutien directe à une épicerie communautaire voir la mise en place d'un fonds pour la création d'une banque alimentaire semblent des pistes à envisager.

Les besoins, types et modalités d'aide

Les problèmes et besoins les plus saillants	Les types d'aide proposés Aides liées :	Les modalités d'octroi des aides les plus convenables et adaptés.
L'alimentation	À l'alimentation	Coupons alimentaires Alimentation d'une coopérative
Les conditions économiques	Au loyer	Via reçu et OMT
Aides aux personnes âgées	A l'achat de couches pour les personnes âgées	Coupons pour achat de couches ou / et « cash money »
La scolarisation des enfants	Aux moyens pour faciliter la scolarisation des enfants	Achat de Tablettes, abonnement à l'internet ou achat de cartes internet, achat de power Bank
Réhabilitation logement	A se procurer un équipement ménager (ventilateur, chauffeferre...)	Coupons d'achat
Le paiement des frais essentiels	Internet, générateur...	
Les soins médicaux	Aux frais d'appareillages médicaux et soins dentaires	Paiement via reçu et OMT
	À l'hospitalisation	Paiement en cash pour hôpital

Les besoins, types et modalités d'aide retenus suite a la réunion avec la municipalité et Cités-Unies

Les problèmes et besoins les plus saillants	Les types d'aide proposés Aides liées :	Les modalités d'octroi des aides les plus convenables et adaptés.
L'alimentation	À l'aide alimentaire ciblée (lait, viande, poulet)	Coupons alimentaires Alimentation d'une coopérative
Les logements précaires	Au loyer	Via reçu et OMT
Aides aux personnes âgées	A l'achat de couches pour les personnes âgées	Coupons pour achat de couches ou / et « cash money »
La scolarisation des enfants	Aux moyens pour faciliter la scolarisation des enfants	Coupons d'achat ordinateurs/tablettes, abonnement à l'internet ou achat de cartes internet, achat de power Bank

Les étapes suivies pour la sélection des familles

- Communiquer avec les travailleurs sociaux qui ont constitué nos interlocuteurs dans les institutions sociales pour :
 - d'une part leur présenter un récapitulatif des informations recueillies,
 - d'autre part les informer des indicateurs retenus
- Solliciter ces personnes pour proposer un nombre (X) de familles qui répondent aux critères indiqués et selon le (quota) défini pour l'institution. (Nous pouvons demander un nombre plus élevé pour pouvoir faire la sélection finale.)
- Remplir auprès d'eux la fiche familiale (sans identification de noms à cette étape)
- Lorsque le total des fiches sociales est collecté une dernière sélection sera faite par la Municipalité et Cités Unies-Liban
- Analyser les fiches et indiquer le total des types d'aides et des modalités d'octroi
- Etudier les modalités concrètes (le choix des fournisseurs pour les coupons, les modalités d'aide pour la connexion à l'internet etc...)
- Etudier la modalité de déblocage de l'argent
- Définir les modalités de suivi

Les étapes suivies pour la sélection des familles

- Communiquer avec les travailleurs sociaux qui ont constitué nos interlocuteurs dans les institutions sociales pour :
 - d'une part leur présenter un récapitulatif des informations recueillies,
 - d'autre part les informer des indicateurs retenus
- Solliciter ces personnes pour proposer un nombre (X) de familles qui répondent aux critères indiqués et selon le (quota) défini pour l'institution. (Nous pouvons demander un nombre plus élevé pour pouvoir faire la sélection finale.)
- Remplir auprès d'eux la fiche familiale (sans identification de noms à cette étape)
- Lorsque le total des fiches sociales est collecté une dernière sélection sera faite par la Municipalité et Cités Unies-Liban
- Analyser les fiches et indiquer le total des types d'aides et des modalités d'octroi
- Etudier les modalités concrètes (le choix des fournisseurs pour les coupons, les modalités d'aide pour la connexion à l'internet etc...)
- Etudier la modalité de déblocage de l'argent
- Définir les modalités de suivi

Suite à l'identification des besoins, la phase importante qui reste à faire concerne la mise en place du mécanisme de distribution de l'aide aux familles ainsi le suivi.

AXE DE TRAVAIL : Appui aux projets du Beirut Urban Lab

Un appui aux projets proposés par le Beirut Urban Lab pour la redynamisation et la reconstruction des quartiers de Beyrouth qui sont endommagés a été accordé dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban.



Suite à l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, BUL s'est immédiatement mobilisé dans le but d'aider au rétablissement urbain des quartiers touchés, et a accordé la priorité à Karantina, un des quartiers les plus vulnérables de Beyrouth.

En ce sens, Cités Unies Liban/BTVL s'est réunie avec BUL afin de présenter le projet Fonds de Solidarité pour le Liban et de discuter de la possibilité de financer certaines activités notamment des actions concrètes (comme la réhabilitation d'un petit espace public ou un lieu pour un comité de quartier, etc.) tout en prévoyant une collaboration avec la municipalité de Beyrouth.

La proposition de projet de BUL (sous forme d'un plan d'action) porte sur la formation d'un comité de quartier pour la région de Karentina et la mise en œuvre d'un centre communautaire. Ce projet comprend plusieurs actions :

Structuration d'un comité de quartiers

Cette action porte sur l'accompagnement de la communauté dans la structuration d'un comité de quartiers (en contact avec la municipalité) ; élément essentiel d'un développement local dynamique, durable et équilibré.

Réhabilitation d'un lieu social (un immeuble appartenant à la municipalité de Beyrouth) pour le comité et le quartier

Pour favoriser la mobilisation des habitants et leur permettre d'être acteurs des dynamiques sociales, culturelles, éducatives ou d'aménagement qui les concernent, la réhabilitation et l'équipement d'un centre communautaire sont nécessaires. En ce sens, BUL a décidé de confier le design et la réhabilitation du bâtiment municipal à Design for Community (D4C), une ONG locale basée à Beyrouth qui rassemble des designers et des professionnels de diverses disciplines dans l'objectif de participer à des projets communautaires et s'engager activement dans le développement durable des villes, des établissements et des quartiers de la région.

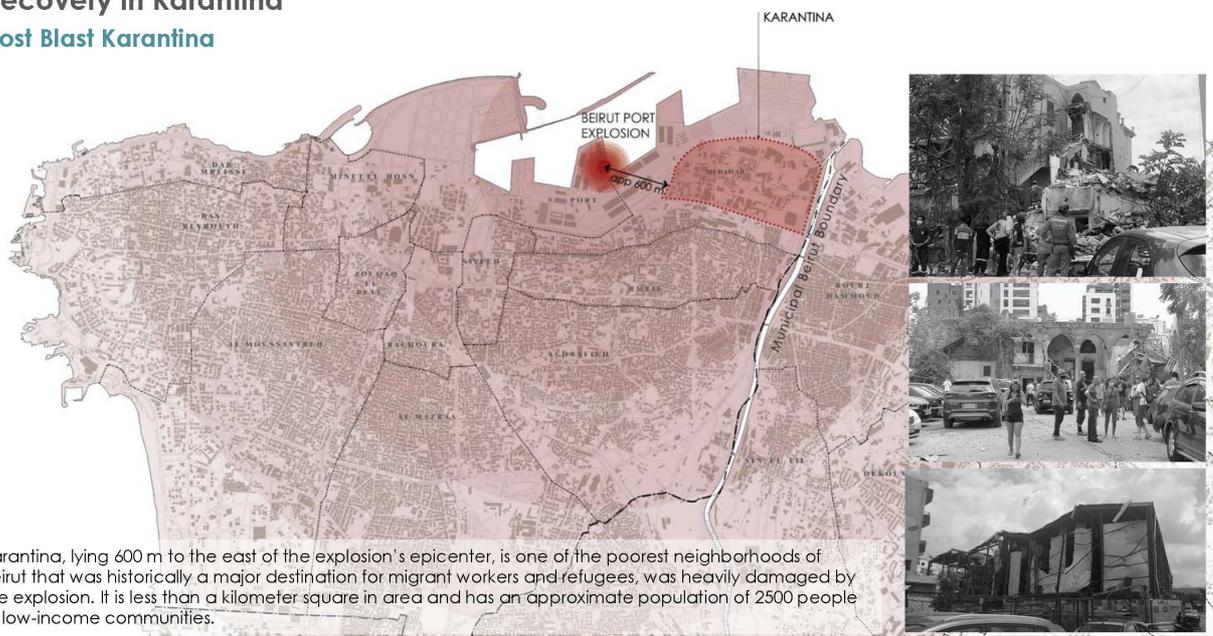
Assurer la pérennité et la structuration du comité et du lieu réhabilité

La pérennité du comité et du lieu réhabilité sera assurée par le biais d'une ONG locale qui prendra la relève. L'objectif de ce projet est donc d'appuyer les sous-quartiers de Karantina (Khoder, Saydé, Sénégal) à s'organiser notamment à travers l'organisation d'un comité et la réhabilitation d'un lieu communautaire tout en structurant le dialogue avec le bureau social de la municipalité de Beyrouth. Autrement dit, le but est d'aider les gens vulnérables affectés par l'explosion à être capables d'être une force vive de propositions pour le futur de leur quartier (par le biais d'un comité de quartier) en les aidant à se former, à diagnostiquer leurs besoins et à travailler en partenariat avec la municipalité. D'où l'importance d'assurer la pérennité et la durabilité du projet.

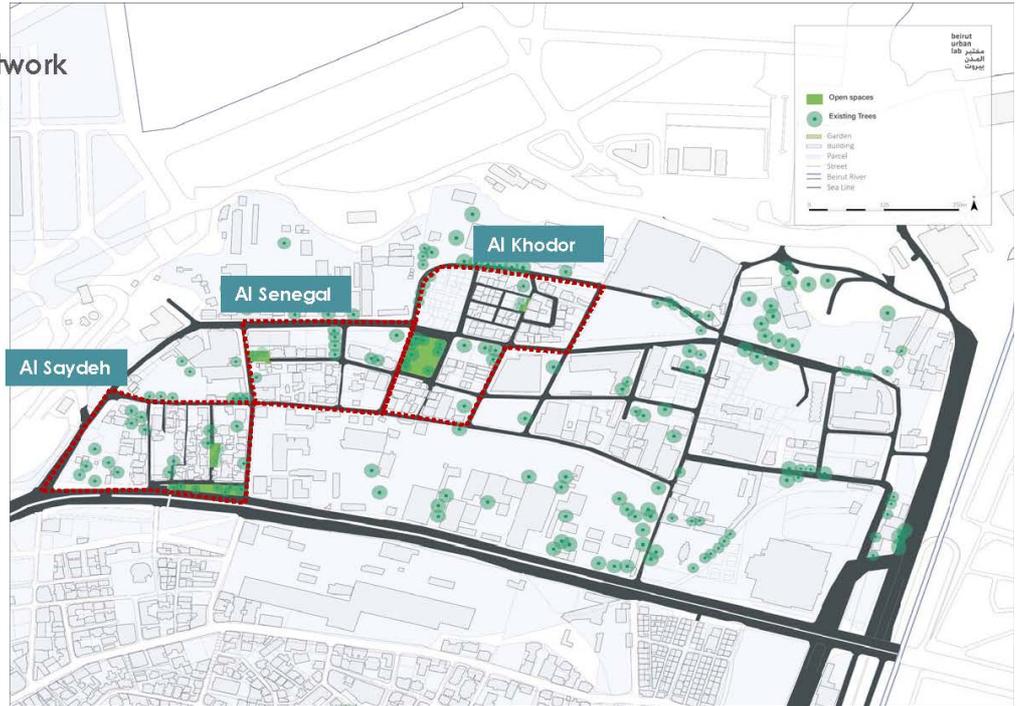
Pour ce qui est du bâtiment municipal, BUL a rencontré le gouverneur de Beyrouth le 7 juin 2021 et obtenu son accord préalable. BUL et Cités Unies Liban/BTVL travaillent actuellement à obtenir l'approbation officielle (qui nécessite une décision du conseil municipal) pour entamer le projet. En ce sens, Cités Unies Liban/BTVL a présenté à la municipalité une demande officielle (qui résume l'objectif du centre, sa capacité, le temps prévu pour l'utilisation du bâti, la surface désirée, etc.).

Recovery in Karantina

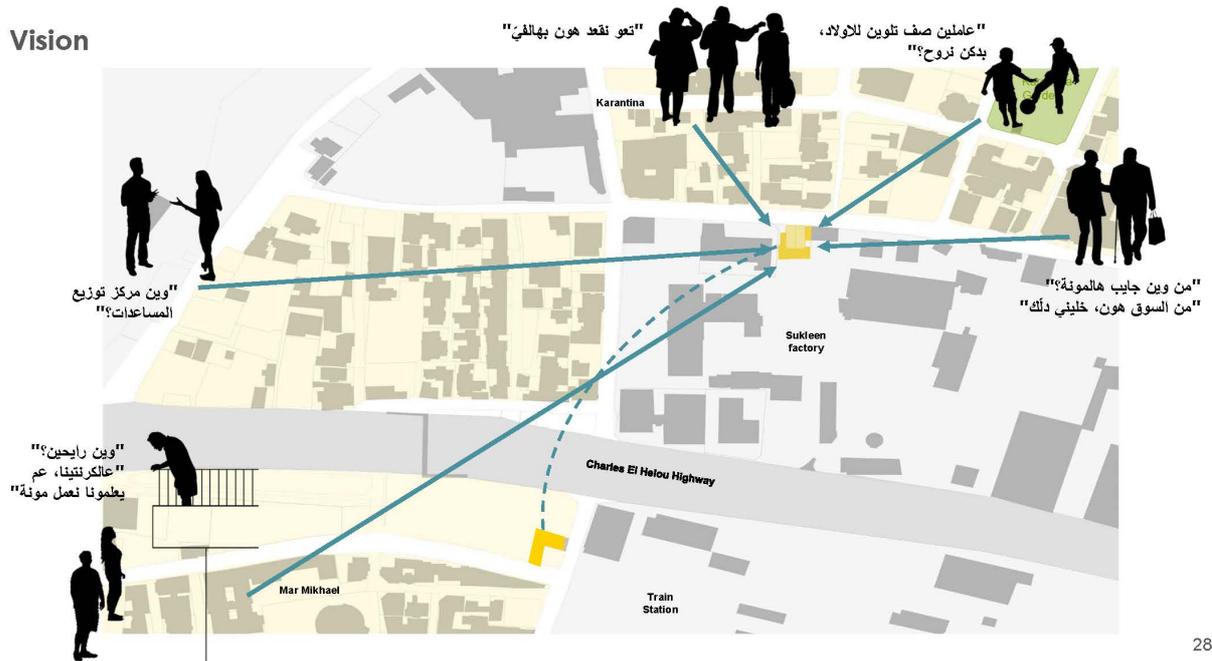
Post Blast Karantina



Open space network
Existing conditions

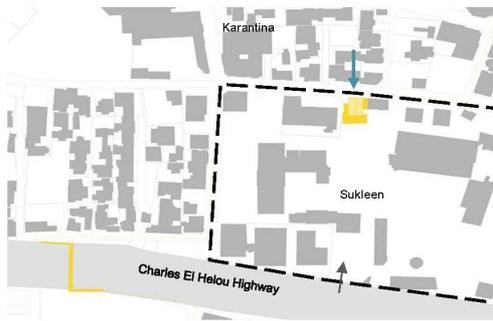


Vision



Le centre communautaire qui sera réhabilité dans le cadre du fonds de solidarité :

Site



- Inaccessible Municipal Land
- Restricted Access from Highway
- Proposed Access from Karantina



Street View from Karantina

Site Access



Current Entrance from Municipal Land



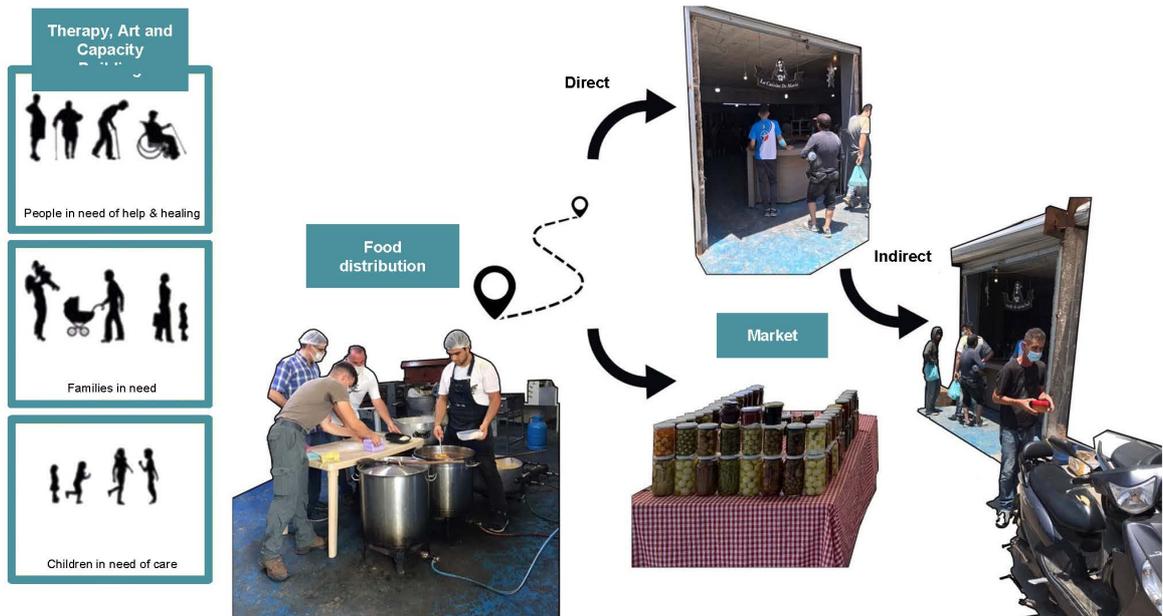
Proposed Entrance from Karantina

Site Conditions

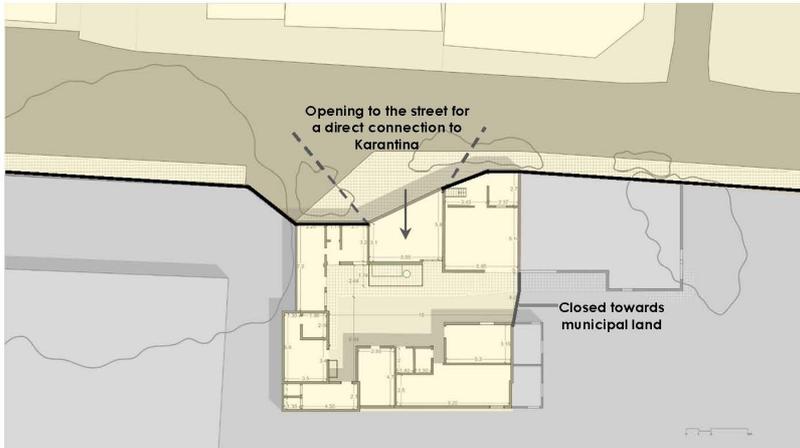


Le programme du centre communautaire (cuisine pour provision « Mouneh », centre thérapeutique, salle polyvalente, etc.) a été développé avec la communauté et le comité de quartier créé dans le cadre du programme. En effet, la communauté a été consultée au niveau de l'identification des besoins et du programme du centre. Les résidents ont demandé à avoir un espace pour les ateliers de formation et un espace pour les femmes et mères au foyer. Le développement des compétences professionnelles était une des priorités des résidents. Par ailleurs, le comité a également un rôle consultatif au niveau du design.

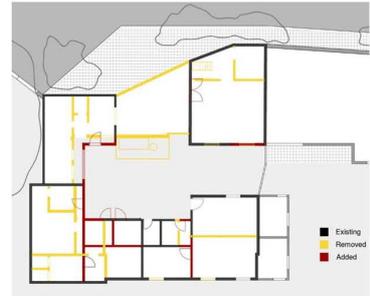
Potential Programs



Architectural Concept and Proposal



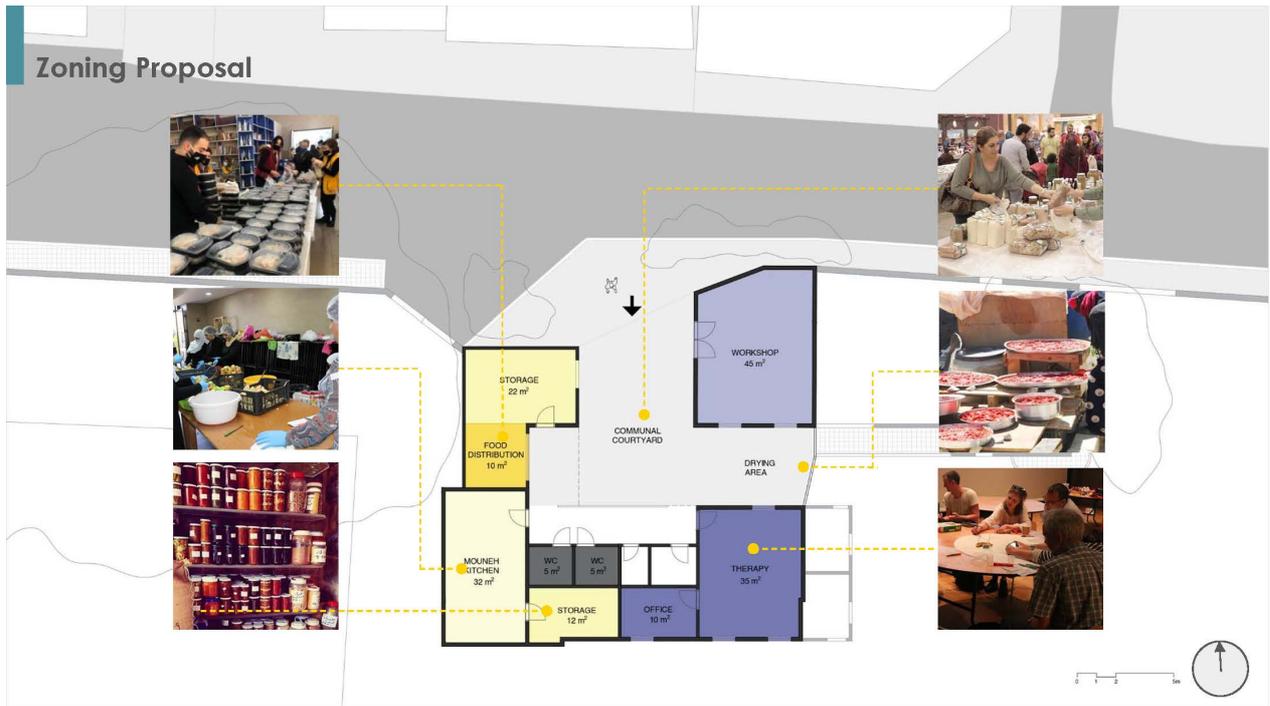
The community Center creates a break in the isolating wall opening up the municipal land to Karantina



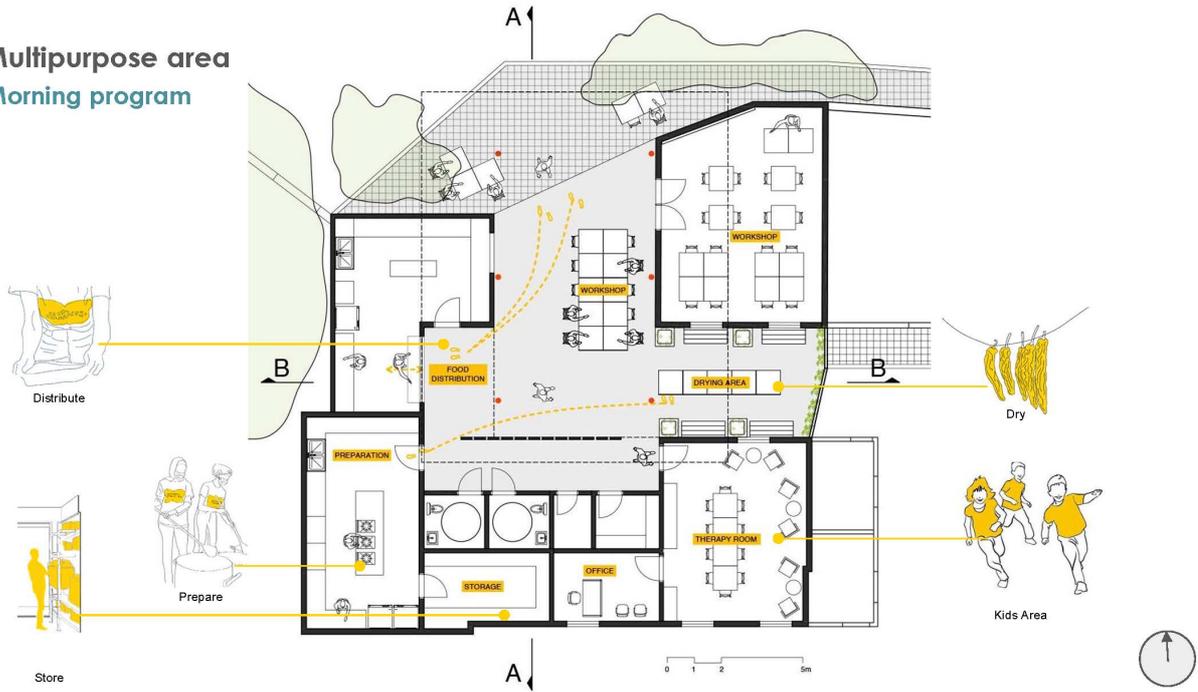
Demolition map



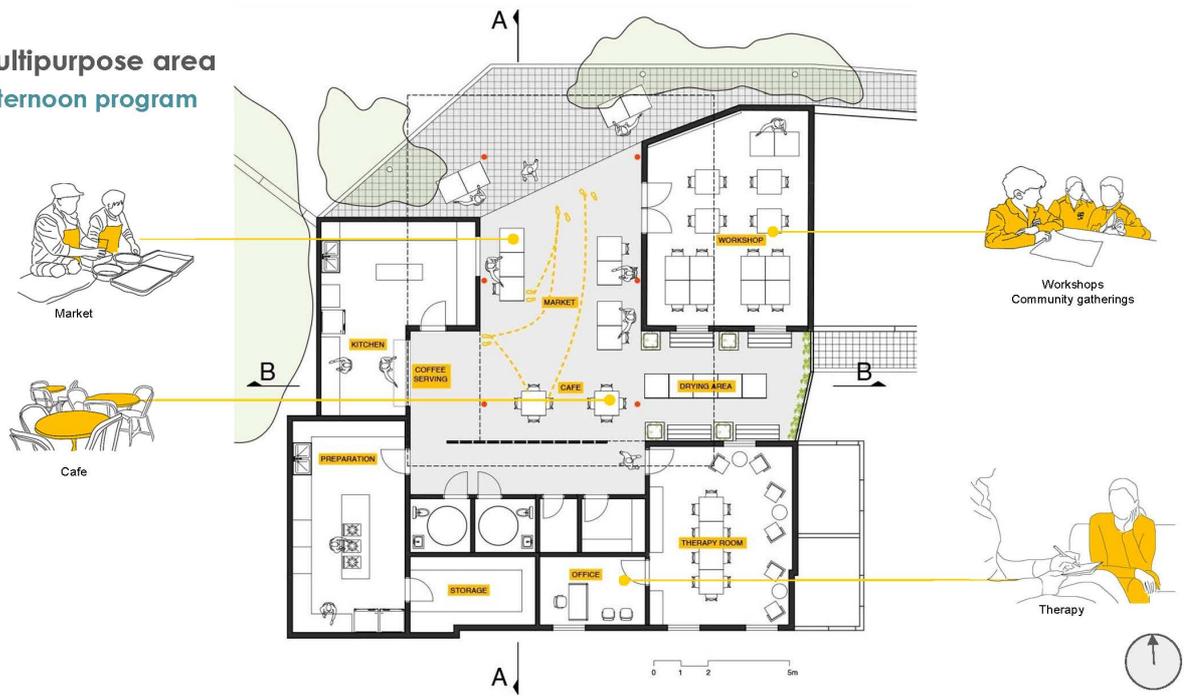
Zoning Proposal



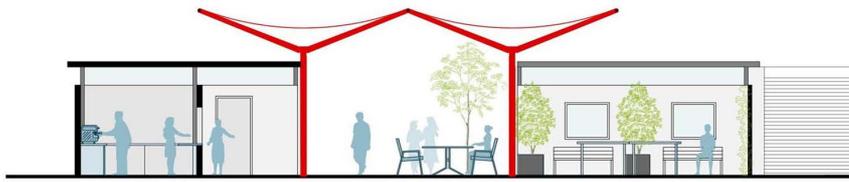
Multipurpose area Morning program



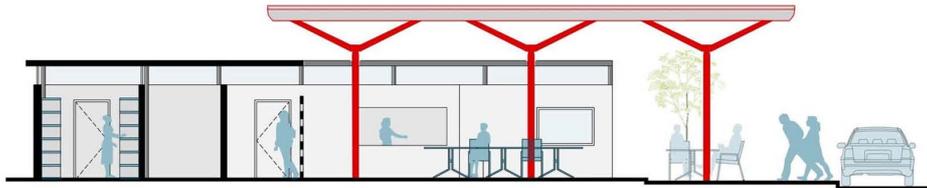
Multipurpose area Afternoon program



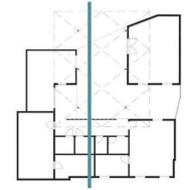
Sections



Section AA



Section BB



Photos de la visite





Cités Unies France a pu assister à la présentation générale du programme de réhabilitation du quartier Karantina lancé par le Beirut Urban Lab à l'Université Américaine de Beyrouth, et plus particulièrement à une présentation sur le programme et l'architecture du centre communautaire. Cette présentation a été suivie d'une visite de terrain pour visualiser l'espace qui sera consacré à la réhabilitation du centre, soutenue par le Fonds de Solidarité, et discuter également avec le comité du quartier, de leurs attentes et leur retour sur le projet.

Quelques remarques et observations :

- Le programme ambitieux porté par le BUL ainsi que l'objet social de cette coopération sont très pertinents ; le soutien du Fonds de Solidarité à la réhabilitation de ce centre permettra au quartier de se doter d'un lieu de vie partagé ;
- Le partenariat avec la municipalité de Beyrouth doit être renforcé afin de l'associer davantage aux côtés du gouvernorat de Beyrouth au développement urbanistique de ce quartier en transformation ;
- Dans le suivi du programme une attention particulière sera portée au fonctionnement du comité de quartier et à l'implication directe des habitants pour le bon fonctionnement du centre ;
- Toujours dans le cadre du centre un premier webinaire autour de l'urbanisation participative sera organisé en partenariat avec le BUL et le comité des donateurs du fonds de solidarité

Les rendez-vous institutionnels

- **Rencontre avec la Mairie de Beyrouth**



Une réunion avec le maire de Beyrouth M. Jamal Itani a été organisée dans le cadre de la visite au Liban. Cet échange avait pour but de valider avec le maire le projet en cours dans le quartier de Karantina :

- Bien que le maire fût au courant du projet (qui porte sur la réhabilitation d'un centre communautaire), il a indiqué être toujours dans l'attente d'une confirmation du gouverneur pour l'utilisation d'un espace appartenant à la municipalité de Beyrouth ;
- Par ailleurs, au vu de la situation actuelle, le maire a souligné plusieurs besoins propres à la municipalité notamment aux niveaux de deux secteurs stratégiques :
 - L'éclairage public au solaire. Un gros projet qui tient au cœur au maire de Beyrouth notamment dans les espaces publics (surtout dans les quartiers défavorisés de Beyrouth comme Karantina).
 - Le besoin de « digitalisation » des services de la mairie ; cela permettra de faciliter les démarches administratives (et les citoyens en bénéficieront car ils auront des réponses plus rapides).
 - Le maire de Beyrouth a indiqué qu'une bonne coordination existe entre la municipalité de Beyrouth et les nombreuses ONG présentes sur son territoire et cela malgré un début difficile (en effet, suite à l'explosion, la municipalité n'était pas mise au courant ou consulté sur les projets d'aide à la réhabilitation en cours sur son territoire).

- **Ambassade de France au Liban**

Cités Unies France a pu rencontrer l'ambassade de France a deux reprises. Lors des échanges :

- Le programme et les activités dans le cadre du Fonds de Solidarité ont pu être présentés. L'action de Cités Unies France et des collectivités territoriales françaises en aide directe aux municipalités libanaises est unique en son genre et elle doit être soutenue ;
- Les efforts d'aide dans le cadre du fonds de solidarité s'ajoutent à une démarche plus large pilotée par Cités Unies France en partenariat avec Cités Unies Liban/BTVL pour la relance et le renforcement de la coopération décentralisée franco-libanaise : des initiatives conjointes entre le groupe-pays Liban de Cités Unies France et le comité des donateurs du fonds sont à l'étude pour l'année prochaine ;
- Suite à l'échange avec la responsable de l'ambassade en charge des questions humanitaires des pistes sont à l'étude afin de déposer un projet d'aide aux municipalités libanaises dans le cadre des actions du centre de crise et de soutien du Ministère des Affaires Étrangères. Ces actions pourraient venir en renforcement des activités portées dans le cadre du fonds de solidarité.

- **Ministère de l'Intérieur libanais, direction des collectivités territoriales**



Une réunion avec le directeur général du Ministère de l'Intérieur libanais, direction des collectivités territoriales, M. Ahmad Rajab a permis d'échanger sur les thématiques suivantes :

- Présenter le projet Fonds de Solidarité pour le Liban et les collectivités bénéficiaires pour l'année 2021.
- Discuter de l'organisation des prochaines élections locales au Liban prévues pour le mois d'avril/mai 2022.
- Stresser sur le besoin de renforcer les capacités des collectivités libanaises.

Par ailleurs, le directeur général a aussi demandé à faire bénéficier la région du nord de projets de développement, une région marginalisée.

